

Première tournée du Directeur général du FMI . . .

## M. Köhler prend le pouls des pays à marché émergent en Amérique latine



Pour son premier voyage officiel, Horst Köhler s'est rendu au Brésil, en Argentine, au Honduras et au Mexique.

Dans l'une de ses premières initiatives en tant que Directeur général du FMI, Horst Köhler s'est rendu dans quatre pays d'Amérique latine (Brésil, Argentine, Honduras et Mexique) du 15 au 19 mai. M. Köhler, qui avait pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> mai, a aussi rencontré Miguel Angel Rodriguez, Président du Costa Rica, le 8 mai à Washington.

Dans une note d'information diffusée le 11 mai, le FMI a annoncé que l'objectif du voyage de M. Köhler en Amérique latine était de prendre connaissance des vues de pays à marché émergent sur des questions fondamentales de l'économie mondiale, et en particulier sur le rôle du FMI, car leur contribution est importante à l'heure de la réforme de l'institution. Dans la même optique, M. Köhler a l'intention de se rendre en Afrique et en Asie, mais les dates de ces voyages ne sont pas encore déterminées. (Le texte de la note d'infor-

Séminaires à Lusaka . . .

## Les participants appellent au renforcement du partenariat entre la Zambie et le FMI

À l'occasion de deux séminaires organisés avec le FMI à Lusaka en avril, Katele Kalumba, Ministre des finances de la Zambie, a engagé vivement tous les représentants de la société civile zambienne à rendre plus efficace le partenariat avec le FMI en participant à la recherche de solutions aux problèmes économiques du pays. Il a déclaré qu'il ne peut être question d'une prise en charge du programme économique sans une telle participation et a appelé à un échange de vues et au renforcement de la relation de la Zambie avec le FMI «au bénéfice ultime de la Zambie».

Ces séminaires étaient les plus récents d'une série que le FMI organise en Afrique pour renforcer son dialogue avec les parlementaires et les représentants de la société civile. Des séminaires similaires se sont tenus au Cameroun et au Nigéria l'an dernier. La formule adoptée pour chaque séminaire évite les longues présentations et favorise les débats ouverts et informels.

### Forger des partenariats

Au cours du premier séminaire, le 26 avril, auquel ont participé quarante parlementaires zambiens, Amusaa Mwanamwamba, Président de l'Assemblée nationale zambienne, a déclaré qu'il espérait que le séminaire expliquerait aux parlementaires les avantages non seulement tangibles et matériels, mais aussi sociaux que les programmes appuyés par le FMI apporteraient à tous les Zambiens. Présentant le FMI comme un partenaire majeur de la Zambie dans l'élaboration de la politique économique après l'indépendance, M. Kalumba a noté que les parlementaires avaient eu peu de contacts avec le FMI et qu'ils n'avaient guère l'occasion de pouvoir comprendre ses objectifs et ses stratégies. Il a indiqué que la plupart des progrès accomplis par la Zambie auraient été difficiles à réaliser sans l'appui du FMI, mais que le FMI était mal perçu parce qu'il n'avait pas suffisamment expliqué

(suite à la page 163)

### Dans ce numéro

161  
M. Köhler en  
Amérique latine

161  
Partenariat entre  
la Zambie et le FMI

164  
Débat sur la  
dollarisation

165  
M. Sugisaki  
rencontre  
M. Ramos-Horta

166  
Crises bancaires  
en Indonésie

168  
Une taxe pour  
décourager certains  
flux de capitaux

170  
Réformes en Inde

172  
Hausse de l'aide  
publique au  
développement

175  
Stabilisation des  
dépenses militaires

### Lire aussi . . .

162  
Publications récentes

169  
Finances &  
Développement  
Juin 2000

169  
Utilisation des  
ressources du FMI

171  
Principaux taux du FMI

173  
Sur le site Internet

174  
Accords du FMI

mation (en anglais) est disponible sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org).)

Le 15 mai, lors d'une conférence de presse au début de son séjour à Rio de Janeiro, M. Köhler a déclaré que «l'une des premières choses à faire est d'écouter



Horst Köhler, Directeur général, s'est adressé au personnel du FMI le 11 mai.

davantage des pays membres comme le Brésil». Il a ajouté que Henrique Cardoso, Président du Brésil, et lui-même sont convenus que le FMI devrait jouer un rôle central dans le système financier international, et que, si la mondialisation avait fourni des avantages comparatifs à différentes économies, le FMI devrait examiner comment assurer que les pays à marché émergent reçoivent une part plus élevée de la croissance qui résulte de la mondialisation.

Quant aux propositions de réforme du système financier international, M. Köhler a déclaré que «les réformes envisagées sont notamment une surveillance plus approfondie des pays membres, des prêts visant à permettre aux pays soudain sans concours du secteur privé d'accéder de nouveau aux marchés des capitaux, la rationalisation des facilités de prêt du FMI et l'allégement de la dette des pays les plus pauvres». ■

## Publications récentes

### Ouvrages

*External Debt and Capital Flight in Sub-Saharan Africa*, publié sous la direction de S. Ibi Ajayi et Mohsin Khan (26 \$)

### Occasional Papers (18 \$; enseignants des universités et étudiants : 15 \$)

190: *Capital Controls: Country Experiences with Their Use and Liberalization*, Akira Ariyoshi, Karl Habermeier, Bernard Laurens, Inci Ötoker-Robe, Jorge Iván Canales-Kriljenko et Andrei Kirilenko

### Working Papers (7 \$)

- 00/73: *Caribbean Approaches to Economic Stabilization*, Alvin D.L. Hilaire  
 00/74: *Social Capital and Civil Society*, Francis Fukuyama  
 00/75: *A Simple Model of an International Lender of Last Resort*, Charles A. E. Goodhart et Haizhou Huang  
 00/76: *Assessing Financial System Vulnerabilities*, R. Barry Johnston, Jingquing Chai et Liliana Schumacher  
 00/77: *How Accurate Are Private Sector Forecasts? Cross-Country Evidence from Consensus Forecasts of Output Growth*, Prakash Loungani  
 00/78: *Rural Poverty in Developing Countries: Issues and Policies*, Mahmood Hasan Khan

- 00/79: *Emergency Liquidity Support Facilities*, Dong He  
 00/80: *Seasonality and Capacity: An Application to Italy*, Guido de Blasio et Federico Mini  
 00/81: *Assessing Fiscal Sustainability in Theory and Practice*, Nigel Chalk et Richard Hemming  
 00/82: *Social Fractionalization, Political Instability, and the Size of Government*, Anthony Annett

### IMF Staff Country Reports (15 \$)

- 00/55: Eritrea: Statistical Appendix  
 00/56: Republic of Slovenia: Selected Issues  
 00/58: Burundi: Statistical Annex  
 00/59: Hungary: Selected Issues and Statistical Appendix  
 00/60: Poland: Selected Issues  
 00/61: Poland: Statistical Appendix  
 00/62: Israel: Selected Issues and Statistical Appendix  
 00/63: Monetary and Exchange Rate Policies of the Euro Area: The Euro Area Stability Programs  
 00/64: Bulgaria: Selected Issues and Statistical Appendix  
 00/65: Luxembourg: Staff Report for the 2000 Article IV Consultation  
 00/66: São Tomé and Príncipe: Staff Report for the 1999 Article IV Consultation and Request for an Arrangement under the Poverty Reduction and Growth Facility

Vous pouvez vous procurer ces publications en vous adressant à : IMF Publication Services, Box X2000, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Télécopie : (202) 623-7201. Adresse électronique : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org).

Vous trouverez sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org) des informations en anglais concernant le FMI. Le site [www.imf.org/external/fre/index.htm](http://www.imf.org/external/fre/index.htm) propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.

(suite de la première page) son rôle et son action. Il a engagé les participants, pour la plupart des membres importants des commissions spéciales de l'Assemblée nationale, à profiter de l'occasion offerte par la réunion «pour commencer à forger directement avec le FMI un partenariat de travail», qui leur permettra d'obtenir les informations nécessaires pour prendre des décisions fondées au nom du peuple qu'ils dirigent. Les participants ont aussi évoqué le contexte et l'évolution des relations entre la Zambie et le FMI, l'importance de la bonne gestion des affaires publiques pour la croissance et l'équité, ainsi que les dimensions sociales de l'ajustement et de la réforme.

Dans une résolution adoptée à la fin du séminaire, les parlementaires ont demandé un renforcement du contrôle exercé par l'Assemblée nationale sur le pouvoir exécutif pour veiller à ce que les ressources dégagées par l'allègement de la dette ne soient pas «mal utilisées ni mal orientées». Ils ont demandé aussi que les programmes appuyés par le FMI prévoient de contrôler «les différentes composantes des dépenses pour assurer que la réduction de la pauvreté, l'amélioration du niveau de vie de la population et les services de base les plus importants reçoivent une enveloppe adéquate».

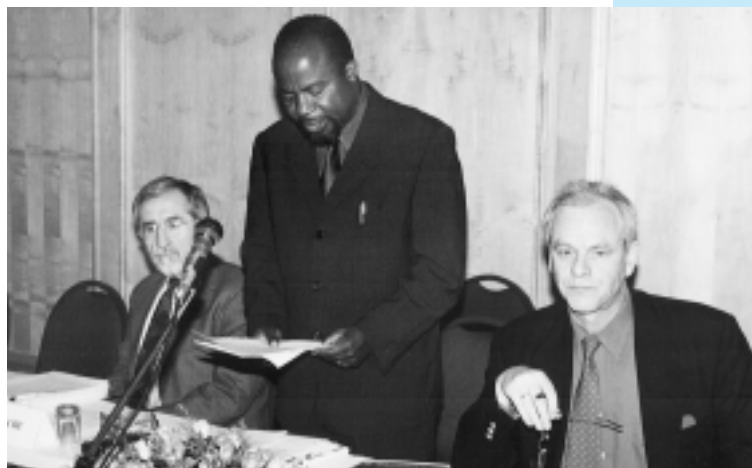
Ils ont déclaré aussi que le FMI lui-même devait être réformé «pour être réceptif à ... de nouveaux défis, en particulier à ceux des pays en développement». Graham Hacche, Directeur adjoint du Département des relations extérieures du FMI, a noté que le FMI avait amélioré sa gestion interne, notamment en se montrant plus ouvert et plus transparent.

## Société civile et FMI

Plus de cinquante représentants de la société civile — ONG, syndicats, secteur privé, groupes religieux, universités et presse — de la Zambie, du Zimbabwe et du Malawi ont participé au deuxième séminaire, qui s'est tenu les 27 et 28 avril. Ils ont évoqué la privatisation, la bonne gestion des affaires publiques, l'allègement de la dette et les réformes sociales. M. Kalumba leur a dit qu'il fallait rendre efficace le partenariat entre la Zambie et le FMI et que les résultats de ce partenariat dépendaient des seuls Zambiens.

Selon F. M. Siame, Auditeur général de la Zambie, la nécessité d'une bonne gestion des affaires publiques dans des pays comme la Zambie devient urgente pour pouvoir attirer des investissements directs étrangers, des prêts et des dons aux fins du développement. Fackson Shamenda, Président du Congrès zambien des syndicats, a exprimé la préoccupation du Congrès devant les modalités et le rythme de l'exécution des politiques d'ajustement structurel par le gouvernement zambien. «Il n'y a guère ou pas du tout de consultation avec les parties concernées par l'ensemble du processus d'ajustement». Consultation, consensus et prise en charge des

réformes sont des éléments essentiels du processus de réforme. Les partenaires sociaux et la communauté dans son ensemble doivent participer à la formulation et à l'application des politiques économiques et sociales.



M. Hacche a expliqué que le FMI assortissait ses prêts de conditions en partie pour protéger ses ressources de manière à ce qu'elles soient disponibles pour d'autres pays dans le besoin, mais aussi pour aider le pays emprunteur. «Si l'argent prêté par le FMI est mal utilisé, le pays se retrouve avec une dette envers le FMI et rien d'autre — sa situation est pire qu'elle ne l'était au départ», a-t-il expliqué.

La Zambie doit continuer de mettre l'accent sur le développement du secteur privé si elle entend porter la croissance durable du PIB réel à plus de 5 % par an, selon Reinold van Til, Directeur adjoint du Département Afrique du FMI. À cet effet, a-t-il ajouté, les pouvoirs publics doivent continuer de chercher à mettre en place un cadre propice à ce développement. Calvin McDonald, économiste principal au Département des finances publiques du FMI, a noté que le FMI intègre davantage les politiques sociales dans ses opérations en établissant un lien entre l'allègement de la dette accordé aux pays à faible revenu et la réduction de la pauvreté. La nouvelle facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance mettra en évidence les liens entre la croissance et la réduction de la pauvreté dans les programmes d'ajustement.

Plusieurs participants ont noté que ce séminaire a offert une rare occasion de dialogue avec le FMI et les autorités zambiennes, ajoutant que de nombreuses idées fausses sur les activités du FMI avaient été dissipées et qu'il serait bon d'organiser d'autres réunions de ce type. De l'avis général, la population zambienne n'a pas bien compris le rôle et les fonctions du FMI. Certains participants ont déclaré aussi qu'ils chercheraient à consulter davantage les autorités sur des questions de politique économique. ■

*Katele Kalumba,  
Ministre des finances  
de la Zambie,  
entouré de Graham  
Hacche (à gauche) et  
de Reinold van Til  
(à droite), s'adresse  
aux participants.*

Simon Willson

FMI, Département des relations extérieures

29 mai 2000

163

## Le débat sur la dollarisation doit reposer sur une évaluation objective des options disponibles

On dispose de tellement peu de données empiriques sur la dollarisation qu'il serait hasardeux à ce stade d'en faire une évaluation définitive, selon Guillermo Calvo, de l'université du Maryland. Mais, lors d'un séminaire de l'Institut du FMI le 11 mai, il a noté que le contexte actuel peut susciter un «débat intéressant».

Il a conseillé de jeter un regard nouveau sur les hypothèses sous-tendant ce débat, soulignant qu'il s'attacherait dans son exposé à montrer comment réfléchir à ces questions plutôt qu'à présenter des recommandations. M. Calvo a conseillé aux analystes et aux décideurs d'examiner les véritables options de régimes de change qui s'offrent aux pays à mar-

ché émergent : ils découvriront peut-être que les régimes flottants sont illusoire et que les taux fixes, en particulier la dollarisation intégrale, constituent un bon choix pour certains pays, en particulier en Amérique latine.

### Dollarisation des engagements

Plusieurs hypothèses discutables embrouillent le débat en cours sur la dollarisation, a noté M. Calvo. Après les crises financières majeures de la dernière décennie, les taux de change fixes sont tombés en disgrâce et la dollarisation est souvent considérée comme une mesure drastique, impliquant, entre autres, que la banque centrale cesse de fonctionner comme prêteur en dernier ressort. Mais la dollarisation n'est peut-être pas le changement spectaculaire que ses détracteurs décrivent. Plusieurs pays latino-américains appliquent déjà une dollarisation partielle. On s'intéresse souvent à la dollarisation des dépôts (avoirs), mais la dollarisation des créances (engagements) est tout aussi importante. Les emprunteurs dont les créances en devises ne correspondent pas à des avoirs en devises peuvent être acculés à la faillite en cas de dépréciation de la monnaie nationale. Ces asymétries militent peut-être en faveur d'une dollarisation intégrale.

### Flux de capitaux et revirements soudains

Pour évaluer objectivement les mérites de la dollarisation, a noté M. Calvo, il est utile d'élargir le débat et d'examiner le cadre dans lequel fonctionnent les régimes de change dans les économies émergentes. Un

changement structurel s'est opéré dans la mondialisation financière autour de 1989. Les flux de capitaux officiels ont diminué et les capitaux volatils du secteur privé ont joué un rôle de plus en plus important. En Amérique latine, les obligations Brady, acclamées comme la solution au problème de la dette, eurent aussi comme effet imprévu de stimuler la croissance d'un marché obligataire, d'où des entrées massives d'investissements de portefeuille. Ces flux d'investissement semblent avoir atteint leur apogée à la fin des années 90. Après une forte contraction à la suite de la crise russe, il semble peu probable qu'ils se redressent rapidement.

Aujourd'hui, les marchés de capitaux sont imprévisibles. Ils sont très dépendants de l'accès à de bonnes informations, mais peu d'opérateurs disposent de bonnes informations sur les marchés émergents, si bien que chacun suit le mouvement. Les marchés sont donc vulnérables aux brusques sautes d'humeur qui ont caractérisé les années 90. Les tarissements soudains des flux de capitaux, qui ont provoqué des dégâts sur les marchés émergents ces dix dernières années, ne sont pas sans précédent, mais ils ont exigé des «ajustements énormes», selon M. Calvo. Ces sautes d'humeur, et les ajustements correspondants, sont aussi en contradiction, admet-il, avec l'effet amortisseur que les économistes néoclassiques attendaient du développement des marchés de capitaux dans ces économies.

La volatilité observée ces dix dernières années a aussi remis en question la capacité des banques centrales des pays à marché émergent à faire face à des crises d'une telle ampleur. M. Calvo a noté que ces banques centrales ne disposaient pas des ressources nécessaires pour gérer les crises comme prévu. Et l'aide extérieure a été, au mieux, irrégulière. Les efforts du G-7 ont porté leurs fruits au Mexique et en Corée, mais ailleurs ils ont été lents et marginaux. Cette réticence à intervenir ne devrait pas surprendre, puisque les banques centrales des pays du G-7 n'ont pas pour mission de stabiliser les marchés mondiaux.

Lors de l'examen des options de régime de change dans les pays à marché émergent, il faut prendre pleinement en compte le contexte dans lequel la politique de change est conduite. Les capitaux sur ces marchés circulent plus vite que jamais depuis la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècles. Il serait donc peut-être bon d'en revenir à un système de taux fixes — comme l'étalon-or de cette époque.

### Crainte du flottement

Quant à la question du régime de change approprié pour les pays à marché émergent, M. Calvo a contesté



*M. Calvo : Si les réalités des pays à marché émergent sont pleinement prises en compte, l'option d'un régime de taux de change fixe peut sembler séduisante.*



la mode actuelle du flottement. Le G-7 a diabolisé les taux fixes, a-t-il dit, mais en fait tout taux de change qui fluctue un tant soi peu est considéré aujourd'hui comme un taux flottant. En vérité, ces taux «flottants» sont bien loin d'être flottants au sens classique du terme.

Comparant des données mensuelles relatives à un groupe d'économies émergentes et avancées, M. Calvo a noté qu'il était bien moins probable que la monnaie d'un pays à marché émergent fluctue que celle d'un des principaux pays industrialisés, l'inverse étant vrai pour les taux d'intérêt. Il y a donc lieu de penser, estime M. Calvo, que les autorités des pays à marché émergent appliquant un régime soi-disant de flottement n'interviennent peut-être pas directement sur le marché des changes, mais qu'elles sont peut-être fort disposées à ajuster les taux d'intérêt pour stabiliser le taux de change.

M. Calvo a aussi attiré l'attention sur le volume élevé des réserves de change dans nombre de pays à marché émergent appliquant un régime de flottement. Un pays qui applique un taux flottant classique n'a généralement pas besoin de beaucoup de réserves. C'est peut-être en raison du développement inachevé de leurs marchés et des inévitables problèmes de crédibilité que ces pays ont ressenti le besoin de «flotter avec une bouée de sauvetage», c'est-à-dire de maintenir un niveau élevé de réserves et d'en supporter les coûts.

De façon plus controversée, M. Calvo a suggéré que le ciblage de l'inflation, qui est de plus en plus à la mode dans les pays à marché émergent, pouvait en fait être considéré comme une sorte d'arrimage. Au lieu d'arrimer à une unité de monnaie étrangère ou de bien échangeable, un pays qui cible l'inflation arrime simplement au niveau des prix. M. Calvo a ajouté que le ciblage de l'inflation n'est pas sans accueil. La solidité des systèmes bancaire et financier est une condition essentielle pour le ciblage de l'inflation; les pays ayant des problèmes structurels feraient peut-être mieux de dollariser leur économie, selon M. Calvo. Il a aussi averti que l'inflation s'est fait oublier ces dernières années. Que se passera-t-il si elle se réveille? Il est convaincu que la résurgence de l'inflation mettrait rapidement sous pression la politique de ciblage dans les pays à marché émergent et forcerait les autorités à abandonner cette politique en fin de compte.

M. Calvo a évoqué aussi le rôle de prêteur en dernier ressort des banques centrales dans les pays à marché émergent. C'est l'absence de cette fonction que ses détracteurs ont invoquée pour remettre en question le bien-fondé de la dollarisation. Mais, pour M. Calvo, les capacités de prêteur en dernier ressort dans les pays à marché émergent sont, dans une large mesure, un «mirage». Sans un niveau extraordinaire de réserves à leur disposition, ces pays découvrent souvent que leurs options sont très limitées (et sou-

vent peu recommandables) en cas de crise. Le renflouement d'un système bancaire exige des lignes de crédit extérieures considérables, mais celles-ci se tarissent généralement en situation d'urgence. La solution de rechange — faire tourner la planche à billets — risque d'alimenter l'inflation.

Les pays à marché émergent qui optent pour la dollarisation peuvent remplacer en partie la fonction de prêteur en dernier ressort par des lignes de crédit extérieures. L'Argentine a avancé une proposition intéressante pour la dollarisation intégrale, a noté M. Calvo : elle souhaite recevoir des États-Unis la valeur actuelle nette du seigneurage résultant de l'adoption du dollar américain, mais M. Calvo ne pense pas que ce sera le cas.

### Taux fixe ou flottant

Dans le débat sur le régime de change idéal pour un pays à marché émergent, l'essentiel est peut-être de se rappeler que ces économies sont encore «émergentes», a expliqué M. Calvo. Elles opèrent dans un monde où leurs propres marchés financiers restent sous-développés, où les rigidités structurelles abondent et où les entreprises ont très peu de possibilités de se couvrir. Dans ces pays, les marchés boursiers ont été créés assez récemment et les prêts bancaires restent la principale source de financement. Dans ce contexte, les fluctuations des taux de change sont coûteuses, a souligné M. Calvo. En fait, juge-t-il, si les réalités de ces économies sont pleinement prises en compte lors du choix d'un régime de change, l'option du taux fixe peut sembler très séduisante. ■

### En visite au FMI, M. Ramos-Horta rencontre M. Sugisaki



*Shigemitsu Sugisaki (à gauche), Directeur général adjoint du FMI, accueille José Ramos-Horta, lauréat du prix Nobel et Vice-Président du Conseil national de la résistance timoraise, l'association qui coordonne les mouvements pro-indépendantistes au Timor oriental et en dehors.*

## Dans certains cas, mieux vaut fermer purement et simplement les banques

L'intervention des autorités dans le secteur bancaire fait souvent partie intégrante de leur programme d'action face à une crise systémique. Les banques peuvent être soit fermées purement et simplement («fermeture»), soit maintenues ouvertes, mais leurs opérations seraient alors régies par des règles nouvelles («maintien en activité des banques»). Parfois, c'est la première solution qui s'avère préférable. Dans sa récente étude, *Interventions in Banks During Banking Crises: The Experience of Indonesia*, Charles Enoch, Conseiller principal au Département des statistiques, examine quelques interventions en Indonésie, des fermetures pour la plupart.

### Les fermetures et leurs répercussions

Entre novembre 1997 et mars 1999, quatre grandes banques ont été fermées en Indonésie. Ce processus a été controversé, surtout à ses débuts, bien que les plus récentes fermetures aient été vues sous un jour plus favorable.

**Novembre 1997.** L'Indonésie a amorcé avec le FMI les négociations d'un vaste programme d'ajustement, par suite de la propagation chez elle de la crise monétaire qui a éclaté en juillet 1997 en Thaïlande. En octobre 1997, la roupie s'était dépréciée de près de 40 %. Par ailleurs, les ruées sur certaines banques privées se sont amplifiées, les déposants cherchant à retirer leurs fonds des banques jugées en difficulté pour les placer dans des banques considérées plus sûres. Dans le cadre de leur programme global, les autorités ont adopté un plan de résolution de la crise bancaire. Le 1<sup>er</sup> novembre, elles ont annoncé que seize banques, qui détiennent environ 2,5 % des actifs du secteur bancaire, seraient fermées sans plus attendre.

La réaction immédiate au programme a été positive. Le taux de change s'est légèrement redressé et les ruées sur les banques ont diminué au bout de quelques jours. Cependant, le sentiment du marché est devenu négatif en l'espace de quelques semaines. Les ruées se sont étendues à l'ensemble des banques, car la crainte des risques posés par celles-ci s'est muée en inquiétudes plus générales concernant la monnaie et l'orientation de la politique économique. Les apports de liquidités de la Bank Indonesia, la banque centrale, et la dépréciation de la monnaie se sont intensifiés, atteignant près de 60 billions de roupies fin janvier 1998, et ont failli provoquer un krach financier.

Selon M. Enoch, la fermeture des seize banques, à laquelle certains observateurs ont imputé les difficultés économiques éprouvées après novembre 1997, n'est que l'un des éléments d'un programme global de résolution de la crise bancaire et d'action macroéconomique. C'est probablement à l'incapacité du gouvernement de

mettre en oeuvre ce programme qu'il faut attribuer la perte de confiance dans les banques et, plus généralement, dans la gestion économique du pays.

**Création d'un organisme de restructuration.** Pour mettre fin aux ruées, rétablir le contrôle monétaire et résoudre les problèmes du secteur bancaire, le gouvernement a annoncé fin janvier 1998 la garantie de tous les dépôts auprès des banques intérieures et de toutes les créances sur celles-ci, ainsi que la création de l'Indonesian Bank Restructuring Agency (IBRA). À la mi-février, cinquante-quatre banques ont été placées sous les auspices de l'IBRA. Cependant, bien que les interventions aient été décidées de façon transparente et uniforme et qu'elles se soient déroulées sans difficulté, le gouvernement, craignant de nouvelles ruées, a opté pour l'absence de publicité. Selon M. Enoch, cette décision de dernière minute a fortement nui à l'opération.

La création de l'IBRA fut un grand pas en avant, mais parce qu'il relevait du Ministère des finances au lieu d'être autonome, cet organisme a vu son efficacité compromise par l'obligation d'obtenir une autorisation politique même pour ses opérations techniques.

**Avril 1998.** Les interventions de février ne semblent pas avoir eu grand effet sur le comportement de bien des banques, et les apports de liquidités de la Bank Indonesia ont été maintenus au même niveau qu'avant pendant plusieurs semaines encore. En avril 1998, il était devenu évident qu'une intervention énergique s'imposait pour assurer la crédibilité de l'IBRA et de la stratégie de restructuration et pour mettre fin aux apports de liquidités. À ce stade, 75 % du soutien financier total au système bancaire (222 banques) était dirigé vers sept banques seulement, dont les engagements représentaient 16 % des obligations du système bancaire. Une nouvelle équipe de l'IBRA a décidé de faire de ces banques la cible d'interventions énergiques — suspension des droits des actionnaires et contrôle de la détention du capital par l'IBRA — et d'en remplacer les dirigeants par des équipes de gestion composées des membres de banques d'État désignées. En outre, sept petites banques ont été fermées.

L'opération a été menée sans difficulté à partir du vendredi 3 avril — cette fois-ci à grand renfort de publicité, à coups de communiqués de presse du Ministre des finances et des Directeur et Directeur adjoint de l'IBRA, expliquant l'action engagée et garantissant une protection intégrale à tous les déposants. Les dépôts dans les banques fermées ont été transférés à la Bank Negara Indonesia, banque d'État largement considérée comme la plus solide du pays; tous les déposants ont pu avoir accès à leurs fonds dès le lundi matin.

Comme en novembre 1997, l'annonce de la fermeture des banques a été rapidement suivie de celle d'un

accord avec le FMI. Cette fois-ci, toutefois, les autorités ont montré dans les semaines suivantes leur détermination à appliquer les autres volets du programme.

**Août 1998.** Pendant le printemps et l'été 1998, des firmes comptables internationales ont analysé le portefeuille des banques placées sous le contrôle de l'IBRA en avril 1998. Les premiers résultats ont été catastrophiques : les prêts improductifs représentaient une part allant de 55 à plus de 90 % du total du portefeuille des banques. En juin 1998, la presse a eu vent de ces résultats. Au-delà du choc initial qu'elles ont causé, ces fuites ont empêché tout nouveau démenti de la gravité de la crise et ont obligé les autorités à reconnaître qu'une action plus draconienne s'imposait d'urgence. Ne s'en tenant pas à l'élaboration d'un plan global pour les banques dont il avait déjà pris le contrôle mais qu'il n'avait pas fermées en avril et mai 1998, l'IBRA a fermé, le 20 août 1998, trois autres banques, représentant 5 % des engagements du secteur bancaire.

**Mars 1999.** Devant la croissance sensible de la part du secteur étatique dans le système bancaire et la multiplication des signes d'insolvabilité de la plupart des grandes banques privées restantes, le gouvernement a annoncé un plan de restructuration des banques privées visant à assurer la survie de ce secteur. Le plan prévoyait le classement des banques en fonction de leur ratio de fonds propres. Le 13 mars, le gouvernement a annoncé que soixante-treize banques (5,7 % des actifs du secteur bancaire) continueraient à fonctionner sans le soutien de l'État, et trente-huit (5 %) seraient fermées; sept (2,5 %) seraient placées sous le contrôle de l'IBRA, et neuf (10 %) ont été jugées admissibles à une recapitalisation conjointe. Les interventions du 13 mars, ainsi que l'application ultérieure des mesures annoncées en même temps, ont été bien accueillies par les marchés. La nature exhaustive de l'action, décidée sur la base de critères uniformes et transparents, a accru sa crédibilité et favorisé cet accueil favorable. Le sentiment général était que les autorités s'étaient finalement rendues maîtres de la situation. C'est, au moins en partie, grâce à ces facteurs que les taux d'intérêt du marché ont commencé à baisser rapidement par rapport à leurs niveaux de crise. Avec ce recul des taux, les perspectives de l'économie, et du système bancaire en particulier, se sont fort améliorées.

### **Leçons du processus de fermeture**

La forte insolvabilité du système bancaire appelait une profonde restructuration du secteur tout entier. Aucune stratégie de fermeture n'aurait pu donner de bons résultats durant toute la période de crise et de restructuration, parce que l'ampleur véritable du problème n'est apparue qu'au bout d'un certain temps et nécessitait ainsi l'application graduelle de mesures plus énergiques et exhaustives.

Les premières étapes de la restructuration sont appelées à être particulièrement difficiles et pénibles. Les autorités n'auront dans tous les cas qu'un volume

limité d'informations pour guider leur action et ne disposeront probablement que d'une infrastructure institutionnelle et d'un cadre juridique inadéquats. Elles auront parfois à travailler dans un environnement politique difficile, caractérisé par une forte résistance au changement.

Certes, chaque crise sera différente des autres, mais il y a tout lieu de penser qu'il vaut mieux fermer tout de suite certaines banques, surtout celles qui sont manifestement insolubles et suivent des pratiques frauduleuses. Le maintien en activité des banques, solution qui peut limiter la capacité d'enrayer la progression des pertes et se caractérise par l'amenuisement de la crédibilité des banques elles-mêmes, risque de ne pas être rentable. Lorsqu'il y a fermeture, les coûts bruts sont encourus d'emblée et plus facilement identifiables, alors que, dans le cas du maintien des banques en activité, les coûts s'étalent sur une période de temps et augmentent fortement en cas de mauvaise gestion bancaire.

Comme l'expérience de novembre 1997 l'a prouvé, la fermeture des banques doit être régie par des critères transparents, uniformes, simples et défendables. Aucune exception ne doit être tolérée, car il en va de la crédibilité de l'opération tout entière.

Dans la plupart des cas, les autorités auront à déterminer la ou les banques qui seront en mesure de recevoir immédiatement les dépôts confiés aux banques fermées. Si la solution ne leur apparaît pas d'emblée, elles choisiront probablement une banque d'État, comme l'ont fait les autorités indonésiennes, qui ont désigné la Bank Negara Indonesia en avril 1998. Bien que cette pratique soit appropriée dans certains cas (et le choix était probablement très limité en Indonésie), les banques d'État sont parfois elles aussi très fragiles, et il pourrait être préférable de choisir une banque privée, voire étrangère.

La fermeture est une solution qui réduira le nombre des banques et accroîtra ainsi le potentiel de rentabilité de celles qui restent. Comme la plupart, ou la totalité, des fermetures seront opérées dans le secteur privé (et le maintien en activité des banques privées impliquera probablement leur prise en charge par l'État), la proportion des institutions d'État s'accroîtra durant la période de restructuration. L'un des importants corollaires de la stratégie de restructuration, que le gouvernement indonésien s'est engagé à mettre en place, est le programme de privatisation d'une grande partie du secteur bancaire privé.

La fermeture des banques et autres formes d'intervention ne sont que l'un des éléments du processus de restructuration bancaire, qui doit relever d'un programme global, conclut M. Enoch. ■

Le document de synthèse du FMI n° 00/2, *Interventions in Banks During Banking Crises: The Experience of Indonesia*, par Charles Enoch, est en vente au prix de 7 dollars au Service des publications du FMI. Pour le commander, voir page 162.



## Une taxe pour décourager les flux de capitaux volatils à court terme

Le coût élevé de la volatilité des flux de capitaux a poussé les spécialistes à chercher des moyens de décourager les mouvements de capitaux spéculatifs à court terme sans nuire aux investissements à long terme plus en accord avec la bonne santé foncière de l'économie concernée. Dans les années 30, John Maynard Keynes, perturbé par le comportement erratique du marché boursier américain, a suggéré de taxer les transactions financières pour accroître le coût de la spéculation et réorienter les ressources vers des activités productives. En réaction aux fortes turbulences sur les marchés des changes et des capitaux à la fin des années 70, James Tobin a proposé d'appliquer une taxe à toutes les transactions impliquant une conversion monétaire.

Dans un document de travail du FMI intitulé *Retarding Short-Term Capital Inflows Through Withholding Tax*, Howell H. Zee, du Département des finances publiques du FMI, adapte la proposition de M. Keynes en suggérant que les pays qui mènent une politique économique saine et qui cherchent à faire face à des flux massifs de capitaux volatils appliquent une retenue à la source à toutes les entrées de capitaux privés. Une telle taxe serait facile à gérer et difficile à éviter, et serait donc plus efficace que les réserves obligatoires que certains pays utilisent pour empêcher les flux de capitaux à court terme.

### Taxe Tobin

M. Zee explique que la proposition de M. Tobin, conçue précisément pour ralentir les flux internationaux de capitaux volatils, taxe le montant de monnaie converti plutôt que le rendement de l'investissement. La charge de cette taxe est inversement proportionnelle à la durée de l'investissement. Même un faible taux nominal (1 % ou moins) décourage fortement les transactions à court terme, mais ne pèse guère ou pas du tout sur les investissements à long terme.

Cependant, la taxe Tobin pose des problèmes d'application. Elle est conçue pour être appliquée universellement et uniformément à toutes les conversions monétaires. Ses détracteurs jugent qu'elle créerait de grosses distorsions économiques pour les transactions non liées à des flux de capitaux, exigerait une étroite coordination internationale pour son application et soulèverait des questions difficiles quant à la répartition de recettes qui pourraient être substantielles. Ces critiques sont fondées, admet M. Zee, si l'objectif de la taxe est de portée mondiale. Elles le sont moins si la taxe a un objectif national (et s'apparente donc plus à la taxe proposée par

M. Keynes), à savoir de réduire la volatilité des entrées et des sorties de capitaux dans un pays donné.

Le principal risque couru par un pays qui libéralise les mouvements de capitaux est un retournement brutal et substantiel des entrées de capitaux, sans guère de rapport avec sa politique économique. Ce ne sont pas les spéculateurs qui subissent l'effet déstabilisateur de leurs décisions, mais bien le pays. En termes économiques, il s'agit d'un effet externe négatif pour le pays, qui, selon M. Zee, réclame un remède économique classique — taxer l'activité à la source de cet effet externe. L'auteur note aussi que les pouvoirs publics sont de plus en plus conscients que des mesures jouant sur les prix (dont les taxes bien conçues sont un parfait exemple) — et non sur le volume — peuvent être utiles pour faire face à des flux de capitaux instables sans rapport avec la santé foncière de l'économie considérée.

Une taxe nationale sur les transactions financières, que M. Zee appelle une taxe sur les capitaux extérieurs, éliminerait les craintes susmentionnées concernant la coordination internationale, le mécanisme d'application et le partage des recettes. Elle ne distinguerait pas les flux de capitaux selon qu'ils génèrent des effets externes négatifs ou non, mais la charge de l'impôt sur les flux qui n'en génèrent pas — ces flux sont généralement à bien plus long terme — serait insignifiante.

### Taxe sur les capitaux extérieurs

M. Zee propose de taxer toutes les entrées de capitaux privés à l'endroit et au moment de leur entrée dans le pays. Le montant retenu sur des entrées sans rapport avec des flux de capitaux (essentiellement des flux de marchandises et de revenus) constituerait un crédit d'impôt et les crédits excédentaires seraient en principe remboursables. Cette taxe pèserait pour l'essentiel sur les emprunts extérieurs à court terme des résidents; les recettes à l'exportation et les revenus de sources étrangères y échapperaient dans une large mesure.

Une telle taxe serait facile à mettre en place : toutes les institutions financières qui manipulent des fonds transférés de l'étranger pourraient la percevoir; toutes les taxes perçues sur les recettes d'exportation seraient remboursées aux exportateurs dans le cadre du mécanisme de remboursement d'une TVA; toutes les taxes perçues sur les intérêts, les dividendes, les royalties, les bénéfices rapatriés et les autres flux de revenus constitueraient un crédit d'impôt et le taux de la taxe pourrait être ajusté selon le degré de dissuasion nécessaire.

L'application de cette taxe ne poserait pas de problème non plus. Elle est fondée sur un mécanisme de retenue qui existe sous une forme ou une autre dans presque tous les systèmes fiscaux. En utilisant une infrastructure qui a fait ses preuves, elle évite les pro-



M. Zee : une taxe sur les capitaux extérieurs est un moyen efficace d'accroître les coûts de transaction des flux de capitaux à court terme sans menacer l'attrait des investissements à long terme.



blèmes administratifs liés à la conception et à l'exploitation de nouveaux systèmes et réduit au minimum les coûts de lancement et d'administration.

Bien sûr, admet M. Zee, il y aura des problèmes administratifs mineurs, notamment pour déterminer les crédits et les remboursements dans les pays sans TVA et pour traiter les documents de ceux qui reçoivent des fonds de l'étranger, mais ne sont pas tenus par ailleurs de remplir une déclaration d'impôt sur le revenu. Toutefois, ces complications seront probablement compensées par des avantages, outre celui, évident, de décourager les flux de capitaux volatils à court terme. La taxe proposée pourrait, du moins en partie, répondre à la question de plus en plus agaçante de savoir comment imposer les revenus de capitaux de source étrangère (par exemple, les intérêts et les dividendes). Avec l'intégration mondiale des marchés financiers, les revenus de capitaux de source étrangère sont faciles à gagner, mais difficiles à détecter si les contribuables ne les déclarent pas volontairement. La taxe sur les capitaux extérieurs servirait de retenue libératoire, ou d'impôt minimum, sur les revenus non déclarés.

Il n'y a pas de règle fixe pour déterminer le taux optimal de cette taxe, juge M. Zee. Un taux de 1 % pénalise lourdement les investissements à court terme et, si les flux de capitaux sont élevés, génère des recettes considérables. Les autorités peuvent être tentées de considérer cette taxe comme une source de recettes, mais M. Zee les met vivement en garde. En fait, il suggère qu'une partie ou la totalité des recettes soient partagées entre les institutions qui perçoivent la taxe, ce qui couvrirait leurs frais administratifs et éliminerait la tentation d'utiliser cette taxe à d'autres fins.

La taxe de M. Zee offre un contraste intéressant avec les réserves obligatoires sur les flux de capitaux à court terme (appliquées au Chili ces dernières années). Les approches sont fondamentalement différentes, avec des conséquences pour les coûts et l'efficacité. Au Chili, il faut identifier les flux de capitaux soumis aux réserves obligatoires, qui servent implicitement de taxe (en termes d'intérêts perdus sur les réserves). Dans la pra-

tique, ce ciblage pose des problèmes, les emprunteurs et les autorités cherchant à profiter des failles du système.

La taxe proposée par M. Zee évite dans une large mesure les problèmes d'application, car elle porte sur toutes les entrées de capitaux et place la charge de la preuve sur les agents qui demandent un crédit ou un remboursement. Par sa nature, elle est aussi plus difficile à éluder (la fongibilité des flux de capitaux est immatérielle quand la taxe est appliquée à toutes les entrées de capitaux), et plus facile et moins chère à gérer (car l'infrastructure fiscale existante peut être utilisée).

Une taxe sur les capitaux extérieurs est efficace pour accroître les coûts de transaction des flux de capitaux à court terme sans menacer l'attrait des investissements à long terme. Mais elle ne protège pas un pays contre les conséquences d'une politique économique non viable. Elle corrigera les défaillances du marché, mais ne propagera pas celles des pouvoirs publics. ■

Le document de travail du FMI n° 00/40, *Retarding Short-Term Capital Inflows Through Withholding Tax*, par Howell H. Zee, est en vente au prix de 7 dollars au Service des publications du FMI. Pour le commander, voir page 162.

# FINANCES

PUBLIÉ PAR LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# DÉVELOPPEMENT

Le numéro de juin de *Finances & Développement*, qui sera disponible prochainement, inclut plusieurs articles portant sur la lutte contre la corruption. Dans nombre de pays, la corruption sape l'appareil de l'État et compromet les perspectives de croissance économique. Parmi les articles de ce numéro :

**Subvertir la corruption**

*Robert Klitgaard*

**Comment «muscler» les agences de lutte contre la corruption?**

*Jeremy Pope et Frank Vogl*

**Gestion des affaires publiques : de l'évaluation à l'action**

*Daniel Kaufmann, Aart Kraay et Pablo Zoido-Lobaton*

**La gouvernance en vase clos, un boulet**

*pour les entreprises russes*

*Raj Desai et Itzhak Goldberg*

**Où se dirigent les marchés émergents?**

*Mohamed A. El-Erian*

**Les Caraïbes misent sur l'ouverture commerciale**

*Janet Stotsky, Esther Suss et Stephen Tokarick*

**Les marchés du travail européens et l'UEM : les défis à venir**

*Rüdiger Soltwedel, Dirk Dohse et Christiane Krieger-Boden*

**La métamorphose du secteur bancaire**

*Tomás J.T. Baliño et Angel Ubide*

*Finances & Développement* est une publication trimestrielle du Fonds monétaire international, qui paraît en plusieurs langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe). L'abonnement est gratuit. Pour recevoir cette publication, s'adresser à : IMF Publication Services, Box FD 00, Washington DC 20431 (U.S.A.).

## Utilisation des ressources du FMI

(Millions de DTS)

	Avril 2000	Janvier- avril 2000	Janvier- avril 1999
Compte des ressources générales	158,30	1.324,82	5.024,23
Accords de confirmation	106,00	1.012,52	4.013,32
Accords élargis de crédit	0,00	0,00	3.636,09
FRS	52,30	312,30	567,79
FFCI	0,00	0,00	443,12
FRPC <sup>1</sup>	20,00	106,81	330,51
<b>Total</b>	<b>178,30</b>	<b>1.431,63</b>	<b>5.354,74</b>

FRS = facilité de réserve supplémentaire

FFCI = facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

<sup>1</sup>Ex-FASR — facilité d'ajustement structurel renforcée.

Source : FMI, Département de la trésorerie

# L'Inde tire parti des réformes, mais doit aller plus loin pour consolider la croissance et réduire la pauvreté

L'Inde connaît depuis vingt ans une des expansions les plus rapides au monde et ses taux de croissance, d'alphabétisation, de mortalité et de pauvreté évoluent de façon favorable (voir partie supérieure du graphique). La politique monétaire habile menée ces dernières années a aidé le pays à surmonter la crise asiatique tout en bridant l'inflation et en conservant une position extérieure solide. La situation n'en demeure pas moins préoccupante, car plus d'un tiers de la population vit encore au-dessous du seuil de pauvreté officiel. On peut donc s'interroger sur l'impact

des réformes économiques et structurelles et sur ce qui peut être fait pour accélérer le recul de la pauvreté.

## Une période de faible croissance

Au cours des trente années (1947-77) qui ont suivi l'indépendance, le PIB par habitant de l'Inde n'a augmenté que de 1½ % par an (voir tableau, page 171). Le pays a été handicapé, en effet, par l'excès de planification et de réglementation, les contrôles pesant sur le secteur industriel, les restrictions du crédit privé, le poids des entreprises publiques et l'importance grandissante des subventions. Le potentiel de croissance a encore été limité par le contrôle strict des investissements directs étrangers, l'imposition de licences d'importation et, à partir des années 70, l'adoption de droits de douane élevés.

Dans les années 80, le relâchement du contrôle des importations et de l'activité industrielle, conjugué à l'amélioration des performances du secteur agricole, a tendu à accélérer la croissance du PIB réel par habitant, qui s'est établie en moyenne à 3¾ %. Mais cette expansion s'explique aussi par les mesures de relance budgétaire et un vif essor de la consommation et de l'investissement financé par l'endettement qui est devenu insupportable vers la fin de la décennie.

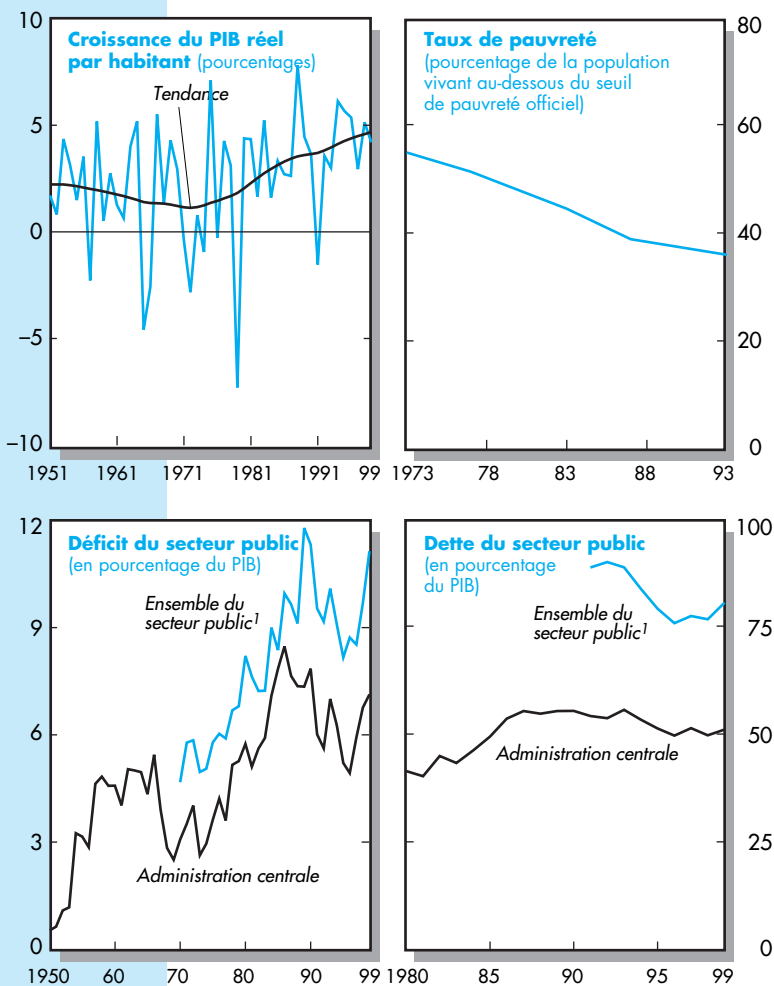
## Crise et réformes

L'Inde a connu, en 1991, une crise de la balance des paiements due à la détérioration du solde budgétaire, à l'alourdissement de la dette extérieure (surtout à court terme), à la montée des prix mondiaux du pétrole et à la forte contraction des envois de fonds des travailleurs expatriés au Moyen-Orient. Devant l'accélération de l'exode de capitaux et l'amenuisement rapide des réserves officielles, le gouvernement a conclu un accord de confirmation avec le FMI et lancé un programme de réformes budgétaires et structurelles.

Les mesures correctrices prises par les autorités ont rétabli la stabilité macroéconomique. Le déficit de l'administration centrale a été ramené de 8 % du PIB avant la crise à 4¾ % en 1996/97 en conjuguant réformes fiscales, baisse des subventions et compression des dépenses (y compris les crédits de défense). Cette réduction du déficit a rendu moins nécessaire le recours aux financements de la banque centrale et la hausse des prix de gros, qui avait culminé à près de 14 % avant la crise, n'était plus que d'environ 6 % en 1996/97.

D'importantes réformes structurelles ont aussi été engagées. Les modalités d'attribution de licences industrielles et d'approbation des investissements ont été assouplies et le nombre des secteurs réservés aux entreprises publiques a été réduit. Les autorités ont aussi abaissé les droits de douane, assoupli le régime des licences d'importation, desserré le contrôle des investis-

## Inde : indicateurs économiques



Note : Les données se rapportent à l'exercice budgétaire, qui commence en avril.  
 1 L'ensemble du secteur public comprend l'administration centrale et les gouvernements des États, les entreprises relevant de l'administration centrale et les comptes du Oil Coordinating Committee.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, mai 2000 (encadré 4.2)

**Photographies :** Denio Zara, Padraic Hughes, Pedro Márquez et Michael Spilotro (FMI), pages 161-162, 164-165 et 168; Kemal Jufri (AFP), pages 166 et 167.

sements de portefeuille et des investissements directs étrangers et donné plus de flexibilité au taux de change. Enfin, elles ont déréglementé les taux d'intérêt, renforcé les normes et le contrôle prudentiels, ouvert davantage le secteur bancaire à la concurrence et amélioré le fonctionnement des marchés de capitaux.

Ces mesures ont permis à l'économie de se remettre rapidement de la crise de 1991. L'investissement privé a fortement augmenté et la croissance du PIB réel par habitant a dépassé 6 % en 1995/96. La productivité s'est aussi sensiblement améliorée, comme en témoignent la croissance de la productivité totale des facteurs (pour l'ensemble de l'économie et au niveau des entreprises) et la baisse du coefficient marginal de capital, en particulier dans les services (voir tableau).

### Le chemin à parcourir

Plus récemment, toutefois, la croissance par habitant a ralenti pour se rapprocher de 4 % en moyenne entre 1997/98 et 1999/00, contre 4¾ % entre 1992/93 et 1996/97. Cette décélération traduit, dans une certaine mesure, la fin du rattrapage conjoncturel qui a suivi la crise de la balance des paiements de 1991, ainsi que le contrecoup de la crise régionale de 1997 et des perturbations de l'offre de produits agricoles. Il semble aussi que le dérapage du processus d'ajustement budgétaire, le manque d'infrastructures et le retard pris dans l'exécution des réformes structurelles aient influé sur les résultats économiques. L'augmentation des subventions et des salaires dans la fonction publique ainsi que l'alourdissement du service de la dette ont creusé le déficit budgétaire et provoqué une hausse des taux d'intérêt réels. Cette hausse, conjuguée aux efforts déployés par les banques pour assainir leurs bilans, a freiné l'expansion du crédit. Enfin, le manque d'infrastructures a continué d'exercer une contrainte, car l'assainissement budgétaire avait pris trop souvent la forme de coupes dans les investissements publics. Conséquence, la contribution de l'investissement privé à l'expansion a diminué de moitié pendant la décennie et les gains de productivité ont ralenti, en particulier dans le secteur industriel (voir tableau).

De surcroît, le taux de pauvreté demeure très élevé et sa réduction, remarquable du milieu des années 70 à la fin des années 80, a sans doute ralenti. Cela découle en partie des résultats assez médiocres enregistrés dans les années 90 par le secteur agricole, qui emploie 70 % environ de la population active. Outre les perturbations de l'offre, l'absence de réformes explique la faiblesse de l'investissement et de la productivité dans l'agriculture. Les possibilités de reconversion de la main-d'œuvre agricole peu qualifiée ont du reste été limitées, car

l'expansion n'a pas été durablement soutenue dans l'industrie, et les services, qui ont davantage contribué à la croissance, emploient des travailleurs plus qualifiés.

Comment maintenir un taux de croissance élevé dans tous les secteurs et faire reculer davantage la pauvreté? L'accélération de l'expansion passe par un assainissement durable des finances publiques, qui permettrait d'accroître l'épargne nationale et l'investissement privé, mais aussi par la poursuite de la libéralisation du

### Inde : dépenses et composantes sectorielles de la croissance

(Moyenne annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)<sup>1</sup>

	1951-79	1980-90	1992-96	1997-99 <sup>2</sup>
Croissance du PIB réel par habitant <sup>3</sup>	1,5	3,8	4,7	4,1
Croissance du PIB réel <sup>3</sup>	3,7	5,9	6,7	5,8
Contribution à la croissance, par dépenses				
Consommation privée	2,4	3,8	3,9	2,5
Consommation publique	0,4	0,8	0,5	1,4
Investissement fixe brut	0,8	1,5	1,9	1,2
Investissement privé	...	0,8	1,8	0,9
Investissement public	...	0,6	0,1	0,3
Exportations nettes <sup>4</sup>	...	0,1	0,1	0,6
Contribution à la croissance, par secteur				
Public	1,1	1,7	2,8	5,2
Privé	2,2	4,2	3,8	0,7
Contribution à la croissance, par secteur				
Agriculture	1,1	1,6	1,4	0,5
Industrie	1,0	1,7	2,0	1,5
Services	1,4	2,5	3,2	3,8
Coefficient marginal de capital, par secteur <sup>5</sup>				
Ensemble des secteurs	...	4,2	4,1	4,8
Agriculture	...	2,0	1,5	2,6
Industrie	...	5,7	6,8	10,7
Services	...	4,0	2,9	2,1

<sup>1</sup>Moyennes sur les exercices budgétaires, qui commencent en avril.

<sup>2</sup>Les chiffres du PIB et de la production sectorielle pour 1999 sont ceux de CSO Advance Estimates; la croissance démographique annuelle est supposée constante à 1,7 %; la contribution moyenne des catégories de dépenses et des productions privée et publique est calculée sur 1997-98.

<sup>3</sup>Aux prix du marché; jusqu'à 1993, l'année de base est 1980; après, l'année de base est 1993.

<sup>4</sup>Y compris l'écart statistique.

<sup>5</sup>Le coefficient marginal de capital correspond au rapport du taux d'investissement au taux de croissance du PIB; une baisse de ce coefficient sur la période indique par conséquent une amélioration de la productivité du capital.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, mai 2000

### Principaux taux du FMI

Semaine commençante	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
2 mai	4,29	4,29	4,97
8 mai	4,41	4,41	5,11
15 mai	4,49	4,49	5,20
22 mai	4,39	4,39	5,09

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des cinq pays dont les monnaies composent le panier de calcul du DTS : au 1<sup>er</sup> mai 1999, les pondérations étaient comme suit : dollar E.U., 41,3 %; euro (Allemagne), 19 %; euro (France), 10,3 %; yen, 17 %; et livre sterling, 12,4 %. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS (jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, 113,7 %, et à partir du 2 mai, 115,9 %) et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges. Pour connaître les derniers taux, appeler le (202) 623-7171, ou se reporter au site du FMI : [www.imf.org/external/np/tre/sdr/sdr.htm](http://www.imf.org/external/np/tre/sdr/sdr.htm).

Source : FMI, Département de la trésorerie



commerce extérieur et de l'investissement et l'engagement de nouvelles réformes sur le marché du travail ainsi que dans les secteurs agricole, industriel et financier pour renforcer la compétitivité des exportations. Ces réformes devront viser surtout à supprimer les distorsions qui faussent les prix intérieurs, à améliorer les procédures de faillite et à assouplir à la fois les dispositions qui limitent la taille des exploitations agricoles et des entreprises et celles qui restreignent les licenciements (donc la création d'emplois). Le redéploiement des ressources vers l'investissement dans le capital humain et physique doit aussi devenir une priorité.

Il faut approfondir les réformes. L'expérience du début des années 90 a montré les avantages que l'on peut en attendre et il serait bon que ce consensus débouche sans tarder sur des initiatives concrètes. D'abord, parce que la conjoncture économique assez favorable et la large majorité dont dispose la coalition au pouvoir devraient faciliter l'adoption d'un programme ambitieux. Ensuite, parce que le déficit consolidé du secteur public se creuse à nouveau et que sa dette approche de 80 % du PIB, ce qui fait craindre pour la viabilité budgétaire. Enfin, parce que l'Inde s'est

engagée, dans le cadre de l'OMC, à libéraliser le commerce extérieur et à lever en particulier l'ensemble des restrictions quantitatives d'ici à 2001. Dans l'intervalle, pour profiter pleinement d'un régime commercial plus libéral, elle doit remédier aux problèmes structurels qui entravent l'activité des producteurs intérieurs.

Le gouvernement a pris plusieurs initiatives encourageantes, qui réaffirment sa volonté de libéraliser le secteur des assurances, d'autoriser automatiquement les investissements directs étrangers et, surtout, de rationaliser les taxes sur les ventes dans les États. En revanche, le budget de mai 2000 ne prévoit qu'une faible réduction du déficit budgétaire, et le gouvernement n'a toujours pas arrêté un programme de réforme précis. Des problèmes graves et délicats restent donc à résoudre. ■

Patricia Reynolds  
FMI, Département Asie et Pacifique

Cet article s'inspire de l'encadré 4.2 des *Perspectives de l'économie mondiale* de mai 2000, dont la version imprimée anglaise vient de paraître. Pour plus de détails, veuillez contacter le service des publications du FMI (voir page 162).

Rapport de l'OCDE . . .

## L'aide publique au développement progresse, mais peu de pays atteignent l'objectif fixé par l'ONU

**A**près plus de cinq ans de repli, l'aide publique au développement (APD) des membres du Comité d'aide au développement (CAD) a augmenté de 3,6 milliards de dollars, soit 9,6 % en termes réels en 1998, selon le *Rapport 1999 sur la coopération pour le développement* publié par le Comité (pour la liste des membres du CAD, voir l'encadré). Le renversement de tendance observé s'expliquerait par la stabilisation ou la relance du programme d'aide de plusieurs membres du Comité ainsi que par diverses mesures à court terme adoptées en réponse à la crise financière asiatique.

La récession de 1992-93 a comprimé les recettes fiscales et alourdi les coûts sociaux, ce qui a conduit les membres de l'OCDE à réduire les dépenses publiques et à couper dans leurs budgets d'aide. Résultat, l'assistance des membres du CAD aux pays en développement a été amputée de 21 % (en valeur réelle) entre

1992 et 1997, ce qui n'était jamais arrivé depuis la création du CAD en 1961. L'embellie enregistrée en 1998 porte l'APD des membres du CAD à 52 milliards de dollars (voir graphique). En dépit de cette augmentation, toutefois, le ratio APD/PNB des membres du Comité est tombé à environ 0,25 %, soit bien en deçà des 0,33 % affichés dans les années 70 et 80. En d'autres termes, l'aide est inférieure de 20 milliards de dollars par an, en valeur réelle, à ce qu'elle aurait été si les niveaux antérieurs avaient été maintenus.

En 1998, quinze des membres du CAD ont enregistré une augmentation des décaissements nets d'APD en termes réels. Le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède sont les seuls à atteindre l'objectif d'APD — 0,7 % du PNB — préconisé par l'ONU. Dans les pays du G-7, l'APD a évolué de la façon suivante :

- +1,3 milliard de dollars au Japon, qui a décaissé des prêts en faveur des pays touchés par la crise asiatique;
- +1,9 milliard aux États-Unis, où les dépôts de billets à ordre auprès des banques multilatérales de développement ont augmenté, de même que l'aide alimentaire et l'aide d'urgence (en faveur de l'Afrique surtout);
- +2,3 milliards de dollars en Italie, qui enregistre une progression des flux vers les agences multilatérales de développement et des décaissements nets de prêts;
- +8,6 % (en valeur réelle) au Royaume-Uni, qui s'est engagé à accroître son aide de 25 % d'ici à 2001;

### Comité d'aide au développement

Les membres du Comité d'aide au développement sont les suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Commission des Communautés européennes.

• -11 % au Canada, -8,7 % en France et -4,2 % en Allemagne, qui affichent tous trois une diminution de l'aide en valeur réelle.

L'aide apportée par les autres pays membres du CAD a progressé de 3,5 % et représente au total 26 % de l'APD consentie par les membres du Comité. En moyenne, les pays qui n'appartiennent pas au G-7 se sont montrés deux fois plus généreux que les membres de celui-ci : les membres du G-7 ont affecté en effet 0,2 % de leur PNB à l'APD (en moyenne), contre 0,45 % pour les autres pays.

**Perspectives d'évolution de l'APD**

En 1999, la guerre du Kosovo a entraîné le déplacement de centaines de milliers de réfugiés, et les travaux de reconstruction exigeront une aide extérieure considérable. Il y a beaucoup à faire aussi en Bosnie et dans certaines régions d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie.

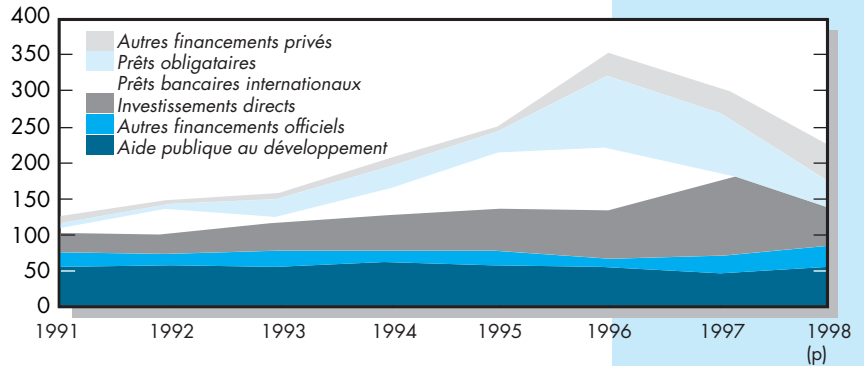
Parmi les membres du G-7, le Royaume-Uni s'est engagé à ce que l'aide augmente plus vite que le PNB, l'Italie prévoit de redoubler d'efforts à court terme pour porter le ratio APD/PNB au niveau moyen du CAD, et le Premier Ministre canadien a déclaré que l'APD devrait commencer à augmenter en termes réels. Les perspectives d'évolution de l'APD sont meilleures en dehors du G-7. Le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède respectent déjà l'objectif de l'ONU, et le Luxembourg devrait porter son APD à 0,7 % du PNB en 2000, puis à 1 % en l'espace de cinq ans. La Belgique, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, la

Nouvelle-Zélande et la Suisse prévoient aussi de continuer à intensifier leur effort dans ce sens.

Cela dit, l'APD totale risque de ne pas augmenter en raison de son évolution dans les quatre principaux do-

**Flux nets de ressources vers les pays en développement**

(Milliards de dollars courants)



Source : OCDE, Rapport 1999 sur la coopération pour le développement

nateurs, à savoir le Japon, les États-Unis, la France et l'Allemagne. En effet :

- Si la reprise se précise en Europe occidentale, la France prévoit d'abaisser les impôts et l'Allemagne de comprimer les dépenses publiques pour stimuler l'économie.
- Le Japon prévoit un déficit budgétaire considérable pour relancer la demande intérieure et risque de ne pas maintenir son aide au niveau atteint durant la crise asiatique.

**En anglais sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org)**

**News Briefs**

- 00/26: *Release of PricewaterhouseCoopers Report on the National Bank of Ukraine, May 4*
- 00/27: *IMF Completes Final Review of Thai Program, May 8*
- 00/28: *IMF Managing Director Horst Köhler to Visit Argentina, Brazil, Honduras, and Mexico, May 11*

**Public Information Notices (PINs)**

- 00/34: *Luxembourg, May 16*
- 00/35: *São Tomé and Príncipe, May 16*

**Press Briefings**

*Transcript of a press briefing by Thomas Dawson, Director, IMF External Relations Department, May 4*

**Poverty Reduction Strategy Papers**

*São Tomé and Príncipe for 2000-02 (interim), May 2*

**Concluding Remarks for Article IV Consultations**

*Czech Republic, May 9*

**Autres documents**

- Social Policy Issues in IMF-Supported Programs: Follow-Up on the 1995 World Summit for Social Development, May 5*
- Progress Report on the Bank-Fund Financial Sector Liaison Committee, May 8*

**Notes**

**Public Information Notices (PIN).** Ces notes présentent l'évaluation faite par le Conseil d'administration des perspectives et politiques économiques des pays membres. Elles comprennent aussi des renseignements généraux sur l'économie du pays membre et sont diffusées — avec le consentement du pays en question — à la suite des consultations au titre de l'article IV et des débats du Conseil d'administration, sur décision de celui-ci.

**Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs).** Il est prévu que les programmes appuyés par la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance seront à terme fondés sur des stratégies nationales de réduction de la pauvreté qui seront adoptées lors d'un processus participatif impliquant la société civile et les partenaires du développement, et présentées dans un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

**Concluding Remarks for Article IV Consultations.** À l'issue de ses entretiens avec les autorités dans le cadre des consultations annuelles au titre de l'article IV et avant l'établissement de son rapport au Conseil d'administration, la mission du FMI fait souvent part aux autorités de ses premières conclusions.

Depuis le 12 mai, le FMI affiche sur son site ([www.imf.org](http://www.imf.org)) un programme hebdomadaire des engagements officiels de Horst Köhler, Directeur général du FMI, de Stanley Fischer, Premier Directeur général adjoint, ainsi que d'Eduardo Aninat et de Shigemitsu Sugisaki, Directeurs généraux adjoints.

Ce programme (en anglais) est affiché chaque vendredi vers 16 heures, heure de Washington.

• Aux États-Unis, l'excédent budgétaire est important mais le Congrès reste sceptique quant à l'utilité de l'APD, qui restera sans doute égale à celle des quatre membres du CAD les plus généreux, dont la population cumulée dépasse à peine celle de la Californie. ■

Le *Rapport 1999 sur la coopération pour le développement* est disponible au prix de 49 dollars à la librairie de l'OCDE, 2 rue André Pascal, 75775 Paris Cedex, France; téléphone : 33 1 45 24 81 83; télécopie : 33 1 45 24 19 50; messagerie électronique : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org); ou directement sur son site web : [www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop).

## Accords du FMI au 30 avril

Pays membre	Date de l'accord	Date d'expiration	Total approuvé	Solde non tiré
			(Millions de DTS)	
<b>Accords de confirmation</b>			<b>45.606,43</b>	<b>17.409,46</b>
Argentine	10 mars 2000	9 mars 2003	5.398,61	5.398,61
Bosnie-Herzégovine	29 mai 1998	31 mars 2001	94,42	30,15
Brésil <sup>1</sup>	2 déc. 1998	1 <sup>er</sup> déc. 2001	10.419,84	2.550,69
Corée <sup>1</sup>	4 déc. 1997	3 déc. 2000	15.500,00	1.087,50
Équateur	19 avr. 2000	18 avr. 2001	226,73	141,73
Estonie	1 <sup>er</sup> mars 2000	31 août 2001	29,34	29,34
Lettonie	10 déc. 1999	9 avr. 2001	33,00	33,00
Lituanie	8 mars 2000	7 juin 2001	61,80	61,80
Mexique	7 juil. 1999	30 nov. 2000	3.103,00	1.163,50
Papouasie-Nouvelle-Guinée	29 mars 2000	28 mars 2001	85,54	75,54
Philippines	1 <sup>er</sup> avr. 1998	30 juin 2000	1.020,79	475,13
Roumanie	5 août 1999	31 mai 2000	400,00	347,00
Russie	28 juil. 1999	27 déc. 2000	3.300,00	2.828,57
Thaïlande	20 août 1997	19 juin 2000	2.900,00	400,00
Turquie	22 déc. 1999	21 déc. 2002	2.892,00	2.670,28
Zimbabwe	2 août 1999	1 <sup>er</sup> oct. 2000	141,36	116,62
<b>Accords élargis de crédit</b>			<b>9.798,37</b>	<b>8.157,56</b>
Bulgarie	25 sept. 1998	24 sept. 2001	627,62	261,52
Colombie	20 déc. 1999	19 déc. 2002	1.957,00	1.957,00
Indonésie	4 févr. 2000	31 déc. 2002	3.638,00	3.378,00
Jordanie	15 avr. 1999	14 avr. 2002	127,88	106,56
Kazakhstan	13 déc. 1999	12 déc. 2002	329,10	329,10
Moldova	20 mai 1996	19 mai 2000	135,00	47,50
Pakistan	20 oct. 1997	19 oct. 2000	454,92	341,18
Panama	10 déc. 1997	9 déc. 2000	120,00	80,00
Pérou	24 juin 1999	31 mai 2002	383,00	383,00
Ukraine	4 sept. 1998	3 sept. 2001	1.919,95	1.207,80
Yémen	29 oct. 1997	1 <sup>er</sup> mars 2001	105,90	65,90
<b>Accords FRPC</b>			<b>3.516,41</b>	<b>2.017,93</b>
Albanie	13 mai 1998	12 mai 2001	45,04	14,11
Bénin	28 août 1996	26 août 2000	27,18	10,87
Bolivie	18 sept. 1998	17 sept. 2001	100,96	56,10
Burkina Faso	10 sept. 1999	9 sept. 2002	39,12	33,53
Cambodge	22 oct. 1999	21 oct. 2002	58,50	50,14
Cameroun	20 août 1997	19 août 2000	162,12	36,03
Côte d'Ivoire	17 mars 1998	16 mars 2001	285,84	161,98
Djibouti	18 oct. 1999	17 oct. 2002	19,08	16,36
Gambie	29 juin 1998	28 juin 2001	20,61	13,74
Ghana	3 mai 1999	2 mai 2002	155,00	110,70
Guinée	13 janv. 1997	20 déc. 2000	70,80	15,73
Guyana	15 juil. 1998	14 juil. 2001	53,76	35,84
Honduras	26 mars 1999	25 mars 2002	156,75	80,75
Madagascar	27 nov. 1996	27 juil. 2000	81,36	40,68
Mali	6 août 1999	5 août 2002	46,65	39,90
Mauritanie	21 juil. 1999	20 juil. 2002	42,49	36,42
Mongolie	30 juil. 1997	29 juil. 2000	33,39	15,95
Mozambique	28 juin 1999	27 juin 2002	87,20	42,00
Nicaragua	18 mars 1998	17 mars 2001	148,96	53,82
Ouganda	10 nov. 1997	9 nov. 2000	100,43	17,85
Pakistan	20 oct. 1997	19 oct. 2000	682,38	417,01
République Centrafricaine	20 juil. 1998	19 juil. 2001	49,44	32,96
République kirghize	26 juin 1998	25 juin 2001	73,38	38,23
Rwanda	24 juin 1998	23 juin 2001	71,40	38,08
São Tomé-et-Príncipe	28 avr. 2000	28 avr. 2003	6,66	6,66
Sénégal	20 avr. 1998	19 avr. 2001	107,01	57,07
Tadjikistan	24 juin 1998	23 juin 2001	100,30	40,02
Tanzanie	31 mars 2000	30 mars 2003	135,00	115,00
Tchad	7 janv. 2000	7 janv. 2003	36,40	31,20
Yémen	29 oct. 1997	28 oct. 2000	264,75	114,75
Zambie	25 mars 1999	24 mars 2002	254,45	244,45
<b>Total</b>			<b>58.921,21</b>	<b>27.584,95</b>

<sup>1</sup>Y compris les montants au titre de la facilité de réserve supplémentaire.

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : FMI, Département de la trésorerie

Les accords au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) visent à corriger les difficultés de balance des paiements dues à des problèmes structurels.



## Stabilisation des dépenses militaires en 1999, avec des variations d'une région à l'autre

Dans les années 90, les dépenses militaires mondiales ont baissé progressivement en pourcentage de la production. Selon les données de la dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, qui portent sur 131 pays, ces dépenses se sont stabilisées autour de 2,1 % du PIB en 1999 (voir tableau, page 176). D'après l'Institut international d'études stratégiques (IIES), elles se sont stabilisées à 2,5 % du PIB en 1998. Selon l'Institut international de Stockholm pour la recherche en matière de paix (IIS), elles sont tombées à 2,1 % du PIB en 1998. Ces écarts entre les estimations s'expliquent par les différences dans le champ couvert par les données.

### Tendances

Comme indiqué dans de précédents numéros du *Bulletin du FMI* (14 juin 1999, page 186; 18 mai 1998, page 149), l'évolution des dépenses militaires continue de varier largement d'une région à l'autre (voir le graphique ci-contre). Selon les *Perspectives de l'économie mondiale*, elles ont augmenté en 1999 en pourcentage du PIB et du total des dépenses publiques dans les pays industrialisés, en Afrique, dans les États baltes, en Russie et dans les autres pays de l'ex-URSS. La hausse des dépenses militaires en Afrique est confirmée par l'IIS et l'IIES. Selon ce dernier, les dépenses militaires ont augmenté en pourcentage du PIB en Asie et au Moyen-Orient en 1998. Elles demeurent les plus faibles dans l'Hémisphère occidental, où elles atteignent 1,2 % du PIB et 5,4 % du total des dépenses publiques.

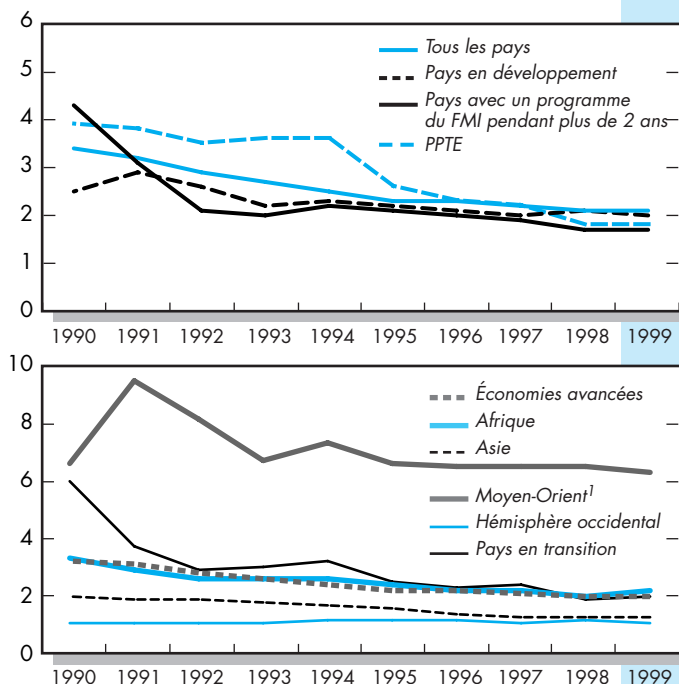
Dans les programmes qu'il appuie et le dialogue qu'il entretient avec les pays membres, le FMI insiste lourdement sur la réduction des dépenses improductives (par exemple les projets dispendieux, les subventions généralisées et les transferts aux entreprises publiques déficitaires). Dans un échantillon de soixante-quatre pays qui ont appliqué un programme appuyé par le FMI pendant plus de deux ans, les dépenses militaires se sont stabilisées à 1,7 % du PIB en 1998-99, contre plus de 2,0 % en 1995. Elles demeurent plus élevées dans les pays appliquant un accord au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) que dans les pays appliquant un autre type de programme, en particulier en pourcentage du total des dépenses publiques. Dans ces pays, les dépenses militaires sont aussi plus élevées que la moyenne mondiale en pourcentage du PIB. Dans les pays pauvres très endettés, bien que le ratio des dépenses au PIB soit inférieur à la moyenne, les dépenses militaires sont, en pourcentage du total des dépenses publiques, les plus élevées de toutes les régions, à l'exception des nouvelles économies industrielles d'Asie et du Moyen-Orient.

### Conflits armés

La hausse des dépenses militaires dans certaines régions peut s'expliquer par le déclenchement de conflits armés. Il est difficile de définir exhaustivement ce genre de conflits. Pour l'IIS, c'est «un combat prolongé entre les forces militaires de deux États ou plus, ou d'un État et d'au moins un groupe armé organisé, qui entraîne la mort de 1.000 personnes au moins sur toute sa durée».

### Dépenses militaires

(En pourcentage du PIB)



Note : Pondérées par le PIB des pays.  
¹Y compris Chypre, Malte et Turquie.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, mai 2000

Sur cette base, le nombre de conflits armés dans le monde est tombé de 31 en 1990 à 26 en 1998. Depuis 1996, leur nombre s'est stabilisé ou a diminué partout sauf en Afrique, où il a plus que doublé. En 1998, c'est en Afrique qu'il y avait le plus de conflits armés (11), puis en Asie (8) et au Moyen-Orient (4).

### Hausse des importations d'armes

La hausse des importations d'armes explique aussi l'augmentation des dépenses militaires dans certaines régions. Selon les données de l'Agence américaine de contrôle des armements et de désarmement (ACDA), qui portent sur 136 pays, les importations mondiales d'armes représentaient environ 0,2 % du PIB en 1997, contre 0,1 % en 1996. Il faut interpréter avec prudence les données sur les importations d'armes et les marchés



Ian S. McDonald

Rédacteur en chef

Sara Kane · Sheila Meehan

Elisa Diehl

Rédactrices

Philip Torsani

Maquettiste/Graphiste

**Édition française**

Division française

Bureau des services linguistiques

Marc Servais

Traduction

Anne Rousseau

Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est publié également en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 23 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, de même que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial de *National Geographic* (sixième édition). Les articles du *Bulletin* peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org). Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars E.U. pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2000, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Télécopie : (202) 623-7201. Adresse électronique : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org).

militaires. Ces contrats sont souvent établis en secret et les paiements ne sont peut-être pas toujours enregistrés comme des dépenses militaires, ni soumis au contrôle budgétaire traditionnel.

Néanmoins, l'évolution des importations d'armes varie fortement d'une région à l'autre. Dans les nouvelles économies industrielles d'Asie, les importations d'armes et de matériel militaire ont presque triplé entre 1996 et 1997, pour atteindre 1,3 % du PIB. Au Moyen-Orient, les importations d'armes représentaient 2,9 % du PIB en 1997, une hausse de 0,3 point de pourcentage

par rapport à 1996, et demeurent les plus élevées de toutes les régions. Les dépenses au titre des importations d'armes sont les moins élevées dans l'Hémisphère occidental, où elles atteignent 0,1 % du PIB. La part des importations d'armes dans le PIB est proche de la moyenne mondiale dans l'échantillon de pays appliquant un programme appuyé par le FMI, mais elle est près du double de la moyenne mondiale dans les pays appliquant un programme au titre de la FRPC. ■

Sanjeev Gupta, Luiz de Mello et Randa Sab FMI, Département des finances publiques

**Dépenses militaires**

	1990 1995 1996 1997 1998 1999						1990 1995 1996 1997 1998 1999						Variation	Nombre
	(En pourcentage du PIB) <sup>1</sup>						(En pourcentage des dépenses totales)						1998-99	de pays
<i>Perspectives de l'économie mondiale</i> <sup>2</sup>														
Tous les pays	3,4	2,3	2,3	2,2	2,1	2,1	14,2	10,7	10,6	10,3	9,6	10,0	30,5	131
Économies avancées	3,3	2,4	2,4	2,2	2,1	2,2	14,3	10,6	10,7	10,4	9,6	10,3	37,1	25
Pays industrialisés	3,3	2,3	2,3	2,2	2,0	2,1	14,1	10,4	10,4	10,1	9,4	10,1	34,4	22
Nouvelles économies industrielles d'Asie <sup>3</sup>	4,3	3,3	3,6	3,5	3,6	3,4	25,1	18,9	19,0	17,7	17,0	15,7	2,7	3
Pays en développement	2,5	2,2	2,1	2,0	2,1	2,0	12,0	11,3	10,7	10,1	9,7	9,2	-1,5	86
Afrique	3,4	2,5	2,3	2,3	2,1	2,3	12,4	9,0	8,6	8,5	7,8	8,2	0,6	43
Asie	2,1	1,7	1,5	1,4	1,4	1,4	10,6	11,3	10,3	9,2	8,7	7,9	1,5	11
Moyen-Orient	6,6	6,6	6,5	6,5	6,5	6,3	21,2	21,8	20,2	20,3	19,7	19,0	0,3	12
Hémisphère occidental	1,2	1,3	1,3	1,2	1,3	1,2	7,1	6,7	6,5	6,1	6,0	5,4	-3,9	20
Pays en transition	6,0	2,6	2,4	2,5	2,0	2,1	15,9	10,1	9,4	10,1	8,2	8,4	-5,0	20
Europe centrale	2,3	2,3	1,9	1,9	2,1	2,0	11,4	7,0	6,3	6,3	7,2	6,1	-3,6	7
États baltes, Russie et autres pays de l'ex-URSS	6,9	2,8	2,6	2,8	1,8	2,1	16,4	13,8	12,1	13,4	9,6	11,2	-1,4	13
Pays avec un programme du FMI														
pendant plus de deux ans	4,3	2,1	2,0	1,9	1,7	1,7	14,3	9,7	9,3	8,7	7,6	7,5	-5,7	64
Pays FRPC	5,2	3,8	3,5	3,3	3,1	3,1	10,0	14,8	13,9	13,7	12,8	13,1	-0,3	35
PPTE	3,9	2,6	2,3	2,2	1,8	1,8	15,9	15,4	14,0	13,6	11,8	11,7	0,6	33
ACDA														
Tous les pays	3,6	2,6	2,6	2,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	107
Afrique	3,6	3,0	3,0	3,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	32
Asie	6,0	4,9	4,8	5,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12
Moyen-Orient	11,6	7,0	6,8	6,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12
Hémisphère occidental	1,6	1,6	1,7	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	19
PPTE	4,3	4,2	4,0	4,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	25
IIS <sup>4</sup>														
Tous les pays	3,3	2,4	2,4	2,3	2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	96
Afrique	3,5	2,5	2,3	2,1	2,3	...	...	...	...	...	...	...	...	26
Asie	2,6	2,1	2,0	2,1	2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	10
Moyen-Orient	7,8	5,9	5,6	6,3	6,3	...	...	...	...	...	...	...	...	14
Hémisphère occidental	1,1	1,3	1,1	1,4	1,3	...	...	...	...	...	...	...	...	14
PPTE	4,7	3,0	2,4	2,2	3,3	...	...	...	...	...	...	...	...	18
IIES														
Tous les pays	3,1	2,6	2,5	2,5	2,5	...	...	...	...	...	...	...	...	89
Afrique	2,8	2,9	2,8	2,9	3,1	...	...	...	...	...	...	...	...	16
Asie	3,1	3,5	3,4	3,3	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	14
Moyen-Orient	10,0	7,6	7,5	7,4	8,0	...	...	...	...	...	...	...	...	11
Hémisphère occidental	0,7	1,5	1,8	2,2	2,2	...	...	...	...	...	...	...	...	17
PPTE	5,1	2,8	2,6	2,4	2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	14

Note : PPTE = pays pauvres très endettés; ACDA = (U.S.) Arms Control and Disarmament Agency; IIS = Institut international de Stockholm pour la recherche en matière de paix; et IIES = Institut international d'études stratégiques.

<sup>1</sup>Chiffres pondérés en fonction du PIB des pays.

<sup>2</sup>L'échantillon comprend 127 pays pour 1990 et 128 pour 1999.

<sup>3</sup>Y compris la Corée, Singapour et la province chinoise de Taiwan.

<sup>4</sup>L'échantillon comprend 89 pays pour 1997 et 70 pour 1998.

Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; ACDA, *World Military Expenditures and Arms Transfers*; IIS, *SIPRI Yearbook, Armaments, Disarmament and International Security*; IIES, *The Military Balance*